

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 26/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST

146 Quai Emile Cormerais
44800 Saint-Herblain

Références : N1-2024-224-rapport

Code AIOT : 0006300157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté Le Patis 44116 Vieillevigne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Le Patis 44116 Vieillevigne
- Code AIOT : 0006300157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Pâtis est une carrière de roche massive (gneiss) dont l'autorisation a été renouvelée et l'extraction étendue par arrêté préfectoral du 11/01/2019 pour une durée de 30 ans.

La production moyenne autorisée est de 500 000 tonnes par an. La production maximale autorisée est de 550 000 tonnes par an. En 2022, la production a été d'environ 186 000 tonnes. Les matériaux extraits sont traités par une installation de concassage, broyage et criblage également présente sur le site.

La zone d'extension située à l'Est a fait l'objet d'une première extraction.

Lors de la visite, les installations suivantes ont été visitées :

- Zone Est : début de la nouvelle excavation, zone d'acceptation de déchets inertes,
- Atelier et zones de stockages de produits à proximité.

Thèmes de l'inspection :

- Acceptation de déchets inertes,
- Suivis environnementaux (rejets d'eau, suivis d'eaux souterraines, bruit, vibrations).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.2.1	Demande d'action corrective	
7	Déchets inertes - types de déchets acceptés	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.2	Demande d'action corrective	
8	Déchets inertes - Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.3	Demande d'action corrective	
9	Déchets inertes – Document préalable	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.4	Demande d'action corrective	
10	Déchets inertes - Contrôle des apports de déchets	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.5	Demande d'action corrective	
11	Déchets inertes - Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.6	Demande d'action corrective	
12	Mise en œuvre des remblais	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.7	Demande d'action corrective	
13	Remblaiement – Contrôle par un organisme tiers	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.8	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Nettoyage du séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 5.4.3	Sans objet
3	Stockage des liquides	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 8.2.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Vibrations liées aux tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.6.4	Sans objet
5	Surveillance de la stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.5.4	Sans objet
6	Déchets inertes - quantités	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.2	Sans objet
14	Surveillance des eaux de remblais	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 5.5.3	Sans objet
15	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 5.4.9	Sans objet
16	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 7.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit améliorer sa procédure d'acceptation préalable et le contenu du document préalable pour disposer de toutes les informations lui permettant de s'assurer que les matériaux acceptés ne proviennent pas d'un site contaminé. Les apports de déchets doivent faire l'objet d'un deuxième contrôle visuel au moment de leur déchargement.

Par ailleurs, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet la modification de la localisation de la mise en œuvre des déchets inertes apportés sur le site. L'exploitant doit s'assurer que les camions qui apportent des déchets sur la zone Est du site n'entraînent pas de dépôt de boues sur la voie publique.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle minimale 1/1000.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dates de levée, • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, • la dénomination des parcelles cadastrales concernées, • l'emplacement exact du bornage, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état, • la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat. <p>Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou sur un plan complémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la position des clôtures, • les zones en cours d'exploitation, • les zones exploitées et remises en état, • les zones exploitées en cours de réaménagement, • les zones de stockage des déchets inertes d'extraction,

- les futures zones à exploiter,
- les zones particulières de préservation écologique,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes et des accès,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation daté du 03/11/2023.

Ce plan ne comporte pas la **localisation des différentes zones demandées, en particulier les zones en cours d'exploitation, en cours de remblaiement et de préservation écologique. Il ne comporte pas la localisation des piézomètres ni le bornage sur la zone d'extension.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°2 : Nettoyage du séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 5.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures ...) et les rétentions doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an.

Les justificatifs du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 13/11/2023 de la société SARP OSIS Ouest pour le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a également transmis les bordereaux de suivi de déchets émis à la même date pour les boues hydrocarburées (0,3 tonnes) et les eaux hydrocarburées (1,8 tonnes).

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Stockage des liquides susceptibles de créer une pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 8.2.II

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à

1 000 litres ou à la capacité totale des fûts lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stockage d'huiles sur rétentions dans un conteneur à proximité de l'atelier. Les fûts et récipients intermédiaires ont été contrôlés par sondage : ils portaient soit l'étiquetage d'origine soit une étiquette ajoutée par l'exploitant. - un stockage de GNR mobile utilisé pour faire le plein de la pelle. Ce stockage, situé à proximité de l'atelier, comporte une double peau. Un orifice permet de contrôler l'absence de liquide entre les parois intérieure et extérieure. Lors de la visite, l'exploitant ne disposait pas d'une jauge pour réaliser ce contrôle. A la suite de la visite, l'exploitant a transmis la photographie de la jauge utilisée pour vérifier l'intégrité de la double peau. - une cuve de GNR pour les engins, placée dans sa rétention. Cette cuve est située à proximité de l'atelier. - à l'atelier, des stockages, notamment d'huile moteur, placés sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Vibrations liées aux tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>De plus, sur l'année civile, seuls 10 % des tirs peuvent être à l'origine de vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s tout en restant inférieures à 10 mm/s. [...]</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires lors des tirs de mines.</p> <p>Article 3.6.5 : Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique à au moins :</p> <p>1 emplacement lors des extractions réalisées au niveau de la fosse d'extraction située à l'est,</p> <p>Sous réserve de l'accord des propriétaires, un emplacement de mesure est situé au niveau de l'habitation la plus proche de chaque tir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois tirs ont été réalisés en 2023. Aucun tir n'a encore été réalisé en 2024.</p> <p>Lors de la visite, les enregistrements des appareils utilisés pour réaliser les mesures de vibration et surpression acoustique ont été contrôlés.</p> <p>Deux mesures ont été réalisées pour chaque tir : au niveau du portail d'entrée de la carrière et au niveau du lieu dit Sénard, situé au nord-ouest du site. Ce lieu-dit était situé au plus près des tirs (un tir en fond de fosse et deux tirs à l'extrémité nord-est de l'excavation).</p> <p>Au niveau de Sénard, les résultats maximums ont été de 1,4 mm/s et 117 dB.</p> <p>Au niveau du portail, les résultats maximums ont été de 2 mm/s et 119 dB.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un récapitulatif commenté des mesures de vibration et de</p>

suppression acoustique (article 3.6.7 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2019). Ce récapitulatif devra être transmis à partir de 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Surveillance de la stabilité des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par un géotechnicien ou un géologue compétent, à une étude des instabilités rocheuses. Il communique cette étude à l'inspection des installations classées avec ses conclusions et ses propositions.

Constats :

La dernière étude des instabilités rocheuses a été réalisée en novembre 2021 par la société Oolite. Par courrier du 02/05/2022, l'exploitant a transmis les actions réalisées et prévues suite aux constats et recommandations figurant dans l'étude. En particulier, le point le plus sensible (éperon rocheux situé au nord-est) a été traité. Le courrier prévoit notamment la réalisation d'une surveillance mensuelle des fronts par le chef de carrière et une surveillance annuelle par le service technique Colas.

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le registre du suivi mensuel réalisé par le chef de carrière. Suite à la visite, l'exploitant a modifié la forme du registre pour en améliorer la compréhension.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le service technique Colas n'a pas réalisé de surveillance des fronts en 2023 compte-tenu de la faible activité sur le site. Néanmoins, **le maintien d'une surveillance annuelle est important compte-tenu notamment des fortes pluies survenant périodiquement.**

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Déchets inertes - quantités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

Prescription contrôlée :

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne devra pas dépasser 200 000 tonnes par an (au maximum 180 000 tonnes par an pour le remblaiement et 20 000 tonnes par an pour du recyclage).

Constats :

Dans sa déclaration GEREP pour 2022, l'exploitant a indiqué avoir accepté 17 kt de déchets inertes extérieurs pour du remblayage et n'avoir accepté aucun déchet pour du recyclage.

En 2023, la consultation du registre relatif aux déchets inertes acceptés sur le site indique une quantité d'environ 15 kt. L'exploitant indique qu'aucun déchet n'a été recyclé.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Déchets inertes - types de déchets acceptés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
Prescription contrôlée : Les seuls déchets admissibles pour le remblaiement du site sont les déchets inertes suivants : [tableau] soit : bétons, tuiles, briques, terres et pierres
Constats : Lors de la visite, la plate-forme de déchargement des déchets inertes extérieurs a fait l'objet d'un contrôle. Globalement les matériaux présents n'appellent pas de remarques particulières. Cependant, il a été constaté la présence de plusieurs tas provenant probablement du même chantier et comportant à la fois des végétaux (herbe, racines) et des petits morceaux d'enrobés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les matériaux apportés sur le site ont fait l'objet d'un tri préalable. Seuls les déchets inertes peuvent être admis. Les enrobés ne sont pas autorisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°8 : Déchets inertes - Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne remplissent aucune des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement[...]- déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;- déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;- déchets non pelletables ;- déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;- déchets radioactifs. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article 3.7.2, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels ; Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article 3.7.2,

l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 [...].

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le synoptique de la "procédure d'acceptation des déblais et validation des DAP". Il a transmis également le modèle de demande d'acceptation préalable (DAP) devant être complété sur internet par les producteurs de déchets préalablement aux apports sur le site.

La DAP prévoit notamment que le producteur de déchets indique si le site est contaminé ou s'il est situé à proximité d'un site contaminé (dans ce dernier cas, précision demandée sur la référence CASIAS / BASIAS).

Lors d'une visite d'inspection réalisée précédemment sur un autre site du même exploitant, il avait été indiqué que ces éléments n'étaient pas suffisants pour que l'exploitant puisse s'assurer que les déchets ne provenaient pas d'un site contaminé. L'exploitant a modifié sa procédure et transmis une note de service pour demander aux agents chargés de vérifier et accepter les DAP d'interroger les producteurs de déchets préalablement :

- le chantier a-t-il été le lieu d'une activité potentiellement polluante par le passé ?
- le chantier est-il situé sur une installation industrielle ou ICPE ancienne ou en cours ?
- le chantier comporte-t-il un risque hydrocarbures (cuve carburant, atelier, casse auto, station service ...) ?

L'exploitant a transmis, suite à la visite, un support de formation relatif à l'acceptation de déblais. Ces questions sont intégrées au support, ainsi que la consultation de Géorisques.

Les DAP sont principalement validés par le service commercial (non présent sur le site) et, ponctuellement, par l'agent de bascule.

Celui-ci a été interrogé sur les modalités d'acceptation pour les apports de matériaux qui n'ont pas une DAP validée préalablement.

L'agent de bascule a bien précisé la vérification des éléments figurant sur la DAP ainsi que la consultation de Géorisques mais n'a pas évoqué les autres points de la note de service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les questions reprises dans la note de service et permettant à l'exploitant de s'assurer que les déchets apportés ne proviennent pas d'un site contaminé doivent faire l'objet d'une traçabilité. La DAP permettrait au producteur de déchets de répondre à ces questions et la vérification de ces points (en plus des points figurant déjà dans la DAP) permettrait à l'exploitant de s'assurer que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés.

Par ailleurs, l'exploitant doit **transmettre les résultats des analyses réalisées sur les boues de curage du lave-roues** afin de vérifier si ces boues peuvent être mises en remblai sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°9 : Déchets inertes – Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
 - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
 - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
 - l'origine des déchets ;
 - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - la quantité de déchets concernée en tonnes.
- [...]

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis un modèle de DAP (document d'acceptation préalable). Le modèle de **DAP ne prévoit pas l'indication des coordonnées du transporteur.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°10 : Déchets inertes - Contrôle des apports de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

Prescription contrôlée :

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille.

L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article 3.7.6 ;
- le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'agent de bascule était équipé d'une caméra permettant de réaliser le contrôle visuel à l'arrivée sur le site.

Une zone de déchargement spécifique est utilisée pour le déchargement des déblais.

Cependant, le deuxième contrôle visuel n'est pas réalisé systématiquement à chaque arrivée de camion. L'agent en charge de cette vérification vérifie les apports au moins une fois par jour. En cas de découverte d'indésirables, le producteur de déchets est rappelé pour reprendre les indésirables.

Cette organisation n'est pas conforme à la prescription qui prévoit un contrôle au déchargement et une décision d'acceptation ou de refus du chargement avant le départ du camion d'apport des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°11 : Déchets inertes - Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet ; - la nature du déchet entrant (code déchet) ; - la quantité du déchet entrant ; - le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 3.7.5 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement. <p>L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre d'admission est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis une extraction de son outil de gestion, cette extraction constituant le registre pour l'année 2023. Une seconde extraction a été transmise suite à la visite.</p> <p>Le registre transmis appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse du chantier est partielle (il n'est parfois indiqué que le nom de la commune et il est rarement indiqué le numéro de la rue), - le nom et les coordonnées du producteur de déchets n'apparaissent pas clairement - le nom du producteur est indiqué (sauf pour certains chantiers mais il s'agit sans doute de chantiers pour lesquels le producteur des déchets assure également le transport) - les coordonnées du transporteur ne figurent pas dans le registre.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les données manquantes figurent certainement dans le logiciel utilisé par l'exploitant car les informations sont demandées dans la DAP. L'exploitant doit organiser une extraction permettant de fournir l'ensemble des informations demandées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°12 : Mise en œuvre des remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
Prescription contrôlée : Les déblais sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être poussés en fond de fouille qu'après contrôle visuel ou le cas échéant une fois les résultats de la caractérisation obtenus. L'exploitant dispose d'une benne affectée à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. [...] Les remblais sont mis en place au sein de l'excavation de la zone est. Ils sont mis en place conformément aux plans de phasage figurant en annexe.
Constats : Lors de la visite, la zone de déchargement et de mise en place des déblais a fait l'objet d'un contrôle. Les déblais sont accueillis sur une plate-forme dédiée et mis en place sous la forme d'un merlon au sud de la zone située à l'ouest. En effet, l'exploitant indique que l'extraction n'est pas assez avancée au niveau de l'excavation historique située à l'Est pour poursuivre la mise en oeuvre du remblaiement à cet endroit. Il a été constaté la présence d'une poubelle permettant de récupérer les indésirables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet la modification des modalités de gestion des déchets inertes accueillis sur le site et l'impact éventuel sur les plans de phasage. Il doit préciser si le stockage sur la zone située à l'Est est définitif ou si les matériaux seront repris ultérieurement. Il doit également être vigilant sur la propreté de la voie publique et assurer rapidement un nettoyage le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°13 : Remblaiement – Contrôle par un organisme tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 3.7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder annuellement par un organisme tiers qu'il aura mandaté à un contrôle inopiné de la bonne application de la procédure d'acceptation préalable prévue par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé sur les conditions d'admission des déchets inertes sur le site.
Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les résultats d'une analyse « pack ISDI » réalisée en avril 2022 par le laboratoire WESSLING sur un échantillon de déchets inertes apportés sur le site. Cependant, cela ne répond pas à la prescription qui porte sur l'aspect organisationnel. L'objectif de l'organisme tiers est de vérifier que l'organisation mise en place par l'exploitant permet de s'assurer que les apports de déchets sont bien inertes et ne proviennent pas d'un site contaminé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°14 : Surveillance des eaux de remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 5.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après : pH, hydrocarbures, conductivité, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, selenium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, fraction soluble, BTEX, PCB, HAP.</p> <p>Article 5.5.4 : L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les rapports des analyses réalisées sur les eaux du puisard et sur le piézomètre en avril et octobre 2023 (SGS) ainsi que le récapitulatif sous forme de tableur depuis 2021. L'ensemble des paramètres demandés a fait l'objet de mesures en 2023. L'exploitant a mis en place une représentation graphique des résultats pour permettre le suivi des résultats et la détection de résultats anormaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°15 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 5.4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST – DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>L'exploitant fait réaliser à une fréquence semestrielle l'ensemble des mesures correspondant aux paramètres indiqués pour chaque point de rejet. En cas de dépassement d'une valeur limite fixée pour un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.</p> <p>L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l avant nettoyage de l'équipement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les rapports des analyses réalisées au point de rejet de la carrière en avril et octobre 2023 (SGS). Les résultats sont conformes.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de l'analyse réalisée en sortie du séparateur d'hydrocarbures en avril 2023 (SGS). Les résultats sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°16 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2019, article 7.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : [...]

- la fréquence des mesures est annuelle ;

- si, à l'issue de trois campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;

- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

[...]

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

Points de contrôle des émergences :

lieu-dit La Cheverrière,

lieu-dit Sénard,

lieu-dit La Soultière,

lieu-dit La Guérinière,

lieu-dit Le Pâtis.

Points de contrôle de bruit en limite de propriété : 3 points en direction des lieux-dits La Cheverrière, Sénard et Le Pâtis.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Constats :

Les dernières mesures de bruit ont été réalisées en novembre 2021 (Etudes Conseil Environnement). Les mesures ont été réalisées selon la méthode d'expertise aux points prévus par l'arrêté. Les résultats sont conformes.

Les mesures réalisées en 2019 et 2020 étaient conformes, la fréquence peut donc être trisannuelle.

L'exploitant a indiqué que des mesures seront réalisées en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite